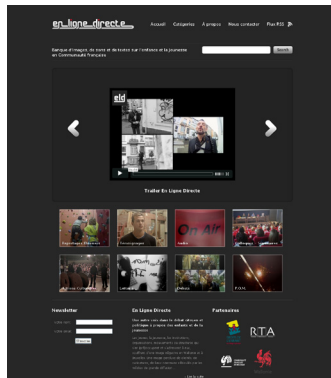


« EN LIGNE DIRECTE »

Une autre voix contre le (b)uzzinage des subjectivités

Par Jean Blairon et Jacqueline Fastrès



Le 3 mars 2011, le Délégué Général aux Droits de l'Enfant, en association avec RTA, lance « En ligne directe », une banque d'images, de sons et de textes sur l'enfance et la jeunesse en Communauté française, disponible sur l'internet, à destination des professionnels des différents secteurs et institutions qui se préoccupent des jeunes, mais aussi à destination des médias. L'objectif est, dit Bernard De Vos, de faire entendre « une autre voix dans le débat citoyen et politique à propos des enfants et de la jeunesse » : la voix des jeunes eux-mêmes, mais aussi de tous les services concernés par ces bénéficiaires.

« UNE RÉELLE URGENCE »

Il y a une « réelle urgence », dit Bernard De Vos, à porter sur ces acteurs « un regard plus profond et plus complexe que l'image superficielle souvent colportée par les médias ». Ainsi, les orientations des secteurs qui s'occupent des jeunes sont méconnues (par manque de visibilité des actions, souvent très discrètes, qui les rendent possibles) ou incomprises, notamment à cause de la difficulté des médias à en rendre compte de manière appropriée.

On pointe notamment la tendance à privilégier le sensationnalisme et la victimisation, qui conduit de plus en plus souvent à prendre l'exception pour la règle : le décès d'un enfant qui affecte un service de l'aide à la jeunesse, une décision de justice protectionnelle prise à l'égard d'un mineur peuvent considérablement biaiser la perception de la légitimité d'actions de fond quotidiennement mises en oeuvre avec succès.

Nous savons évidemment que la tendance à privilégier l'information de court terme et l'émotion plutôt que la compréhension de fond n'est pas nécessairement imputable aux journalistes et qu'il faut la considérer comme l'effet de contraintes propres au champ médiatique.

Il reste que ce fonctionnement n'est pas sans effets : stigmatisation de la jeunesse ou de groupes précarisés, production d'une vision de la société peu solidaire, demande irraisonnée d'une « sécurité » totale, dont on oublie qu'elle ne peut qu'être la conséquence d'une sécurité d'existence pour tous, etc.

Plus profondément encore, il faut pointer deux manques complémentaires :

- un manque d'accessibilité et de participation de certains publics à l'espace médiatique – il conviendrait ici de retrouver, mutatis mutandis, l'esprit des « radios libres » luttant pour la démocratie culturelle ;
- un manque de documents (produits de manière participative, dans le respect du rythme et des positions des groupes concernés) rendant raison des orientations évoquées dans toute leur complexité.



« En ligne directe » : une autre voix contre le (b)uzzinage des subjectivités

DES ENJEUX ET DES DÉFIS OUBLIÉS, VOIRE RENIÉS, PAR TROP DE MÉDIAS

Félix Guattari a nommé « révolution moléculaire » le surgissement d'une « multiplicités de désirs et d'actions sécrétant leurs propres systèmes de repérage et de régulation »¹. C'est bien de ce cadre que se réclame « En ligne directe ». En s'associant étroitement à ce projet, RTA reste dans la droite ligne de ses missions. RTA a en effet été créée en 1973 par les mouvements ouvriers namurois, la FGTB et le MOC, avec la visée de permettre au public populaire de développer ses propres ressources culturelles et de lui donner l'occasion de les faire connaître. Soit une visée de démocratie culturelle, si compromise aujourd'hui, dans le cadre d'un mouvement moléculaire (« les radios libres ») et d'une logique collective (les TV qui se voulaient communautaires).

Il est intéressant de se reconnecter à cette histoire et de rappeler ses deux défis, dans la mesure où ils permettent de mettre en perspective le projet « En ligne directe ».

Le premier défi consistait à **se faire une place** dans un paysage médiatique sur-contrôlé : le mouvement des radios libres, par exemple, contestait à la fois le monopole des médias publics, accusés d'être « la voix de l'Etat » (avec une composante de censure et de répression) et la dérive des médias commerciaux, accusés de diffuser une culture de masse qui manipulait les besoins et formatait les désirs. « Se faire une place » a consisté à l'époque à diffuser illégalement, à prendre le risque de poursuites judiciaires, à bricoler des solutions techniques.

Le deuxième défi consistait à **se distinguer des productions qui étaient critiquées**. Ce défi comportait une dimension de contenu et une dimension de forme étroitement connectées. Il s'agissait en effet de manière indissociable de faire exister la réalité de nouveaux possibles dans une société corsetée et de rendre tangibles de nouvelles manières de médiatiser la réalité. L'expérience de Radio Vert racontée par Guattari est emblématique de cette attitude : « Ce qui importe dans les radios libres, ce qui est efficace, c'est que la première fois que les gens captent une radio libre, et entendent beaucoup de bruit, une pagaille incroyable, le microphone qui tombe, tout le monde qui parle en même temps, les gens se disent : « Ah! Alors la radio ça peut être ça... » Et c'est ça qui soudain ouvre ce que je nomme un univers de possibles totalement différent. »²

Qu'en est-il de cette visée et de ses deux défis aujourd'hui ?

Le constat est qu'ils restent à la fois terriblement d'actualité et qu'ils doivent être entièrement revus, compte tenu des évolutions de l'environnement.

SE FAIRE UNE PLACE, OÙ ET COMMENT ?

Le **groupe populaire** a été éclaté du fait des stratégies développées par le management moderniste. Les stratégies d'individualisation de la réalisation salariale au nom d'une soi-disant reconnaissance du mérite, la perte des droits inconditionnels et individualisés, la précarisation

1 F. Guattari, *La révolution moléculaire*, Paris, U.G.E., 1977, p. 41.

2 F. Guattari et S. Rolnik, *Micropolitiques*, Paris, Seuil, 2007, p. 372.



« En ligne directe » : une autre voix contre le (b)uzzinage des subjectivités

produite par un mouvement permanent, sans sens et sans fin, ont permis de rendre acceptables la concurrence entre les dominés, d'une part, et l'abandon à son sort d'une part importante de la société (rendue responsable de sa situation par les sophismes de l'Etat social actif). Dans ce contexte, la jeunesse est de plus en plus présentée comme une **classe dangereuse**, ce qui permet de justifier l'injustifiable : le fait que la part la moins favorisée de celle-ci soit promise à un destin de « sur-numéraire », d'« inutile au monde », que l'on s'efforcera de stigmatiser pour faire oublier la domination dont elle est victime.

Quant à la marchandisation culturelle et au développement des industries du même nom, nous assistons de fait à son extension : nous en sommes arrivés à la marchandisation de l'émotion voluptueuse, surtout quand elle est tueuse : le décès accidentel d'enfants constituant probablement le fonds de commerce le plus prometteur.

Le premier défi est donc d'offrir un canal permettant de lutter contre l'image négative et contre la marchandisation culturelle.

Dans une analyse antérieure³, nous avons pointé l'importance du rôle des médias dans ce que W.C. Mills désigne comme l'établissement d'une question publique, à savoir le cheminement par étapes de ce qui est au départ une épreuve personnelle de milieu vers une mise à l'agenda politique, qui transforme l'épreuve personnelle en priorisant pour toute la société la substance qu'elle porte. Pour que ce cheminement puisse se faire, il est indispensable qu'à un moment donné, une « traduction » s'opère, soit une montée en généralité, une analyse, un recul critique, une reformulation des enjeux dépouillés de l'excès d'émotion suscité par l'épreuve elle-même. Ce travail de traduction se fait notamment par les associations, et les médias devraient permettre une chambre d'amplification en se faisant les intermédiaires des divers points de vue, permettant en cela une structuration et une indispensable visibilité du débat. Le rôle qui leur incombe par essence est celui d'intermédiaire, au sens où l'entendent les sociologues de l'innovation Callon et consorts : eux qui sont « entre », qui permettent le lien, la connexion, entre des éléments peu connectés.

Il est évident cependant que les médias tiennent une place de plus en plus essentielle dans la traduction elle-même, qu'ils orientent plus qu'ils ne la structurent, et contribuent ainsi à entretenir la déconnexion. Mais de plus, si nous sommes apparemment bien loin d'une situation où les médias constituaient la « **Voix de l'Etat** », nous avons plutôt affaire aujourd'hui à une conquête, par les médias, des prérogatives régaliennes de l'Etat : les médias, particulièrement télévisés, s'arrogent de plus en plus des fonctions de justice, voire de maintien de l'ordre. Le titre de nombreuses émissions revient à auto-proclamer un rôle de justicier (Complément d'enquête, Enquêtes, Affaires non classées, Devoir d'enquête, À vous de juger, Au nom de la loi...), qui conduit trop souvent les agents médiatiques à devenir des juges statuant sans procès.

Les médias ont donc tendance à court-circuiter les deux extrémités de la chaîne dans la constitution des questions publiques qui concernent les jeunes (entre autres), en précipitant la traduction et en statuant sur la teneur de la mise à l'agenda politique en lieu et place des acteurs légitimes pour ce faire.

3 Voir J. Fastrès, *Le rôle des médias dans la question publique : l'oeuf ou la poule*, in InterMag



« En ligne directe » : une autre voix contre le (b)uzzinage des subjectivités

C'est une dérive dont il convient de se préoccuper, dans la mesure où le privilège de « demander des comptes », lorsqu'il est exercé dans une logique désinstitutionnalisée, entretient le corps social dans des idéaux dangereux. Rappelons-nous à ce sujet que la phrase « l'idéal de protection hante et remplit la vie »...se trouve sous la plume de l'auteur de *Mein Kampf*, appelant au développement d'un instinct de conservation dont on sait ce qu'il a pu donner politiquement.

Il importe de s'inscrire en faux par rapport à la concurrence féroce qui caractérise le champ médiatique et qui conduit à un alignement général des opérateurs, alignement où se conjuguent, particulièrement en matière de jeunesse, exploitation de l'émotion voluptueuse et détournement des prérogatives de l'Etat.

Il y a donc lieu de « faire une place » à un autre discours sociétal et il convient que celui-ci se donne les moyens de « se faire une place ». A ce titre, les réseaux virtuels changent évidemment fortement la donne, et il convient de se réinterroger sur leur rôle d'intermédiaires, d'« acteurs non-humains » (selon l'expression de Michel Callon) échappant à la censure étatique, comme on le voit actuellement dans les révolutions qui secouent le monde arabe.

SE DISTINGUER DE CE QUE L'ON CRITIQUE

Quant à la nécessité de **se distinguer de ce que l'on critique**, elle est devenue beaucoup plus difficile aujourd'hui.

Nous sommes en effet entrés dans une société où ce qui est perçu comme « réel » (comme existant de manière satisfaisante) n'est plus ce qui est seulement vécu, mais ce qui est contemplé ex post comme vu en même temps que d'autres le voient, selon des canons imposés par un tiers (les industries culturelles médiatiques).

Nous avons donc affaire à un phénomène nouveau où se mêlent deux composantes curieuses.

- Un désir de transsubstantiation : la réalité corporelle aspire à être transformée, sacralisée, divinisée, par la prêtrise médiatique pour pouvoir donner lieu à une communion fusionnelle ; ce faisant, la réalité s'en trouve appauvrie pour pouvoir être enrichie par une diffusion océanique.
- Un plaisir d'exister qui ne peut plus être atteint que par une exhibition qui obéit à un rituel imposé par un tiers (ce qui constitue un fantasme très particulier).

Pour se distinguer, il convient de renverser « l'ordre du discours », en le remettant au service du vécu hic et nunc, sans lui imposer des rituels exhibitionnistes définis de l'extérieur, sans faire de l'appauvrissement la condition de la diffusion.

Nous sommes probablement passés du « laminage des subjectivités » par une culture de masse, laminage maintes fois dénoncé par l'analyse institutionnelle, Félix Guattari en tête, au « (b)uzzinage de ces subjectivités » dans une logique d'excitation permanente où le rôle d'un « troisième larron » est devenu prégnant.



« En ligne directe » : une autre voix contre le (b)uzzinage des subjectivités

Dans ce contexte, il est essentiel d'agir **pour** la jeunesse, pour la défense de ses droits culturels et sociaux ; il importe de le faire **avec** les médias qui souhaitent résister à l'alignement que leur impose une concurrence exacerbée ; il importe aussi de le faire en travaillant **sur** les effets de cet alignement, notamment en exerçant une critique des dérives médiatiques les plus inacceptables; on se souvient à ce sujet que Pierre Bourdieu en appelait à activer l'arme du ridicule.⁴

Se distinguer de ce que l'on critique implique aussi aller à contre-courant de ce qui se produit dans le champ médiatique, c'est-à-dire l'accélération de la vitesse. Paul Virilio met en garde contre ce phénomène. « Dans l'accélération de l'information, il y a une perte. Quand on vous dit : « En deux minutes, dites-moi », à la télé ou ailleurs, ou « En 90 secondes, dites-moi, racontez-moi » ce que vous avez écrit pendant 20 ans, c'est une crise de la liberté d'expression, non pas formelle mais temporelle. C'est-à-dire que vous n'avez pas le temps de le dire. C'est pareil pour la crise des journaux papiers par rapport à la télé ou par rapport à Internet. Là encore, le temps réel est une tyrannie. L'immédiateté, l'ubiquité, l'instantanéité, c'est une tyrannie. On est renvoyé de la réflexion au réflexe, c'est-à-dire à une perte de la liberté de communiquer, liée simplement au temps, au tempo. »⁵

Le champ médiatique est marqué par cette tyrannie du temps, parce qu'il faut aller plus vite que les concurrents. Le tempo s'accélère avec les NTIC. C'est pourquoi il importe de reprendre le temps de donner la parole aux acteurs à qui on ne la donne que trop peu et de manière trop sommaire. Et il importe de le faire via ces NTIC justement, à qui il faut redonner un rôle d'intermédiaire au lieu de se contenter de les fustiger. En prenant ce temps au service de l'intermédiation, « En ligne Directe » peut permettre aux médias qui le souhaitent de récupérer le temps non pas perdu, mais jamais trouvé.

4 Voir dans Intermag les analyses produites dans la section « champ médiatique ».

5 Voir l'interview de Paul Virilio sur France Culture, le 9 janvier 2009, <http://www.fabriquedesens.net/D-autres-regards-sur-la-crise-avec,211>